



Le bulletin des communistes de la ratp



Avril 2019 / n°158

APPEL À VOTER

Un appel à voter pour la liste présentée par le PCF aux élections européennes a été élaboré pour les agents de la RATP (actifs et retraités).

Chaque adhérent-e est invité-e à le signer et à le faire signer autour de lui. On peut aussi signer cet appel en ligne sur : <http://lhumaindabord2019.eu/>.



SOUSCRIPTION

Une souscription pour financer la campagne électorale a été lancée. La section RATP a déjà versé 2000€. Pour contribuer, envoie ton chèque à la section à l'ordre de ANF-PCF. Les dons bénéficient d'une remise d'impôt de 66%.

10 PROPOSITIONS DU PCF POUR LA FRANCE

Face au mouvement des Gilets jaunes, aux mobilisations populaires, le président de la République a dû ouvrir un grand débat national. Dans ce cadre, le PCF a présenté le 16 mars ses 10 propositions pour la France :

POUR UNE VIE DIGNE ET ÉPANOUIE

1. Hausser le Smic (20%), augmenter les salaires et les minima sociaux. Contraindre les entreprises à l'égalité professionnelle femmes-hommes. Porter les retraites à 1400 € minimum.
2. Organiser un plan de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté. Rembourser les soins à 100%, indexer les retraites sur le salaire moyen.

POUR LA RELANCE ET POUR L'ÉGALITÉ

3. Lancer un grand plan d'urgence pour la reconstruction des services publics.
4. Nationaliser une grande banque privée, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique.

POUR LA PLANÈTE ET LE CLIMAT

5. Prioriser les transports collectifs publics, avec extension de la gratuité pour les transports locaux. Doubler la part du fret ferroviaire, contre le tout-route.
6. Rénover énergétiquement un million de logements et les bâtiments publics.

POUR LA JUSTICE FISCALE

7. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, rendre l'impôt plus juste et progressif.
8. Rétablir l'ISF, taxer les dividendes. Atteindre le zéro fraude fiscale. Supprimer le CICE et réorienter cet argent vers les PME et TPE.

POUR UNE RÉPUBLIQUE D'INTERVENTION CITOYENNE

9. Rendre le pouvoir au Parlement contre la monarchie présidentielle. Instaurer un référendum d'initiative populaire. Mettre en place des pouvoirs décisionnels des salariés à l'entreprise.

POUR EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

10. Sortir du pacte budgétaire européen : priorité aux dépenses sociales et écologiques.

VENDREDI 26 AVRIL

de 14h à 17h

ASSEMBLÉE DES COMMUNISTES DE LA RATP

2, place du Colonel Fabien (Paris 19°) - Salle 25 (1° sous-sol)

 pcf.ratp@gmail.com
 <http://section-ratp.pcf.fr>
 /sectionratppcf
 2 pl. du Colonel Fabien
75019 Paris

Elections européennes le 26 mai

POUR L'EUROPE DES GENS CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT

Aujourd'hui, tout est fait pour nous faire croire que nous devrions faire un choix entre une intégration européenne de plus en plus libérale ou la désintégration nationaliste. Mais il existe une alternative : celle d'une Europe de peuples et de nations, libre souverains et associés, tournée vers le développement social et écologique. Le projet communiste est celui d'une rupture avec l'UE actuelle et d'une refondation de ses objectifs, ses missions et de ses institutions. Autrement dit, une Europe de l'Humain d'abord et non plus de la finance. Un projet qui repose sur 4 grands principes :

Priorité à l'emploi, au développement social et à la transition écologique : rompre avec l'Europe de la concurrence, de l'austérité et du chômage. L'Union européenne doit investir dans la réponse aux besoins humains et écologiques. Nous proposons un plan d'urgence pour les services publics : moratoire sur les libéralisations, abrogation du traité budgétaire, et investissement massif dans les hôpitaux, les transports, l'éducation, le logement, les échanges universitaires type Erasmus, et la formation. Au lieu de faire du dumping social, nous voulons une harmonisation des salaires entre les travailleurs européens et entre les femmes et les hommes, harmonisation des droits sociaux par le haut en prenant comme référence le pays où le droit est le plus favorable. Nous proposons des mesures drastiques contre les délocalisations et un investissement dans les secteurs industriels stratégiques pour développer l'emploi et engager sérieusement la transition écologique.

Mettre l'argent au service de l'humain. Investir demande de s'attaquer à la racine du mal européen : l'emprise des marchés sur les politiques européennes. Il faut récupérer l'argent. Celui de l'évasion fiscale et celui qui est chaque mois, à hauteur de 30 milliards d'euros, versé aux banques par la BCE sans aucun effet sur l'économie réelle. Nous proposons un plan de justice fiscale qui donne des moyens à la lutte contre l'évasion fiscale,

organise une forte taxation des transactions financières et des GAFAs ainsi qu'une harmonisation des taxes sur les bénéfices des entreprises à un haut niveau. Nous proposons la création d'un fonds européen de développement social et écologique pour financer les services publics.

Une Union de peuples et de nations libres, souverains et associés. Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire, et faisons des propositions pour démocratiser les institutions financières (ex : mise sous contrôle démocratique et changement du rôle et des missions de la BCE), rééquilibrer les pouvoirs dans les institutions européennes (primauté aux instances élues et respect des choix souverains des peuples, renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, révision de la procédure d'initiative citoyenne européenne).

Une Europe de paix, d'hospitalité et qui pèse pour changer la mondialisation. Nous voulons une France qui s'affranchisse de l'OTAN, refuse le projet de défense européenne, et agisse pour une conférence de paix et de sécurité collective en Europe, type « Helsinki 2 ». Une politique hospitalière à l'égard des migrants en rupture avec l'Europe forteresse est possible. S'il faut renforcer les efforts pour s'attaquer aux causes profondes des migrations forcées, comment peut-on s'imaginer que la seule réponse serait de construire des murs ? Notre responsabilité est d'accueillir les migrants avec dignité et dans le respect de leurs droits, fixés par des conventions et des traités internationaux. Enfin, Nous voulons une Europe qui agisse pour des traités internationaux de maîtrise des échanges commerciaux et des flux de capitaux subordonnés au développement commun de l'emploi, de la santé et de l'écologie, à l'opposé des traités de libre échange.



DE LA LOM AU VOTE POUR LA LISTE I. BROSSAT

Dans la suite de la journée d'étude organisée par la section RATP le 15/2, des amendements ont été travaillés avec le groupe communiste au Sénat sur les volets de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) concernant la RATP et ses personnels : Contre le démantèlement de l'Epic et la filialisation, pour interdire la clause de la société dédiée dans les appels d'offres, contre le transfert automatique des personnels du réseau bus, pour la généralisation du Statut du personnel aux salariés du transport public et contre sa liquidation, pour un alignement par le haut des conditions de travail du secteur, contre les dispositions livrant gratuitement les données du transport aux géants du numérique.

Le débat au Sénat a commencé le 19 mars et va s'achever ces jours-ci. La bataille va se poursuivre pendant plusieurs mois. D'abord avec le passage de la LOM à l'Assemblée nationale en juin, puis sur le contenu des décrets qui accompagneront la loi.

Alors que les personnels de la RATP ont commencé à se mobiliser en plus grand nombre autour de cette loi, il s'agit de faire le lien avec l'enjeu de l'élection européenne. Notamment en traçant une autre voie pour les services publics, pour les émanciper de la concurrence et en faire des piliers de l'Europe sociale contre l'Europe du fric.

Il faut dans ce cadre rappeler que le PCF a été le seul parti de gauche à voter contre tous les traités libéraux. Les menaces actuelles sur la RATP et ses personnels découlent directement du règlement européen OSP qui est lui-même l'application aux transports urbains du traité de Maastricht. Ceux qui l'ont approuvé (Mélénchon, Hamon, le PS, EELV) et ceux qui ont appelé à l'abstention (comme LO) lors du référendum de 1992 où le oui ne l'a emporté qu'avec 51% des voix sont donc co-responsables de la situation que nous subissons aujourd'hui.